



HAL
open science

L'économie du désarmement

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

| Jacques Fontanel. L'économie du désarmement. Stratégique, 1990, 47. hal-02951143

HAL Id: hal-02951143

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02951143v1>

Submitted on 28 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'économie du désarmement

Jacques Fontanel

In
Stratégie n°47
Le Désarmement
Paris

Résumé : Compte tenu du capital engagé dans le secteur militaire, un désarmement ne conduit pas à recevoir des dividendes utiles pour l'économie civile. Le secteur militaire n'apporte-t-il pas, par la dissuasion, une sécurité face au système de prédation d'autres pays, ce qui constitue un service utile pour l'ensemble de l'économie nationale ? Comment, dans l'histoire de la pensée économique, cette relation a-t-elle été traitée ? L'armement et/ou le désarmement sont-ils les conséquences de facteurs économiques ? Quels sont les fondements économiques du désarmement dans la pensée économique ? Les efforts de défense sont-ils à considérer comme un fardeau ? Le désarmement a plusieurs formes et conduit à des résultats économiques différents. Quelle est la rationalité du programme du désarmement pour le développement ? N'est-il pas un frein au désarmement, si les transferts de l'économie civile nationale vont partiellement vers l'aide au Tiers-Monde dans une situation économique sectorielle et régionale tendue ? Plusieurs réponses ont été apportées à ce questionnement.

Summary: Given the capital committed to the military sector, disarmament does not lead to useful dividends for the civil economy. Doesn't the military sector provide, through deterrence, security against the predation system of other countries, which constitutes a useful service for the entire national economy? How, in the history of economic thought, has this relationship been treated? Are armament and/or disarmament the consequences of economic factors? What are the economic foundations of disarmament in economic thought? Are defence efforts to be considered a burden? Disarmament takes many forms and leads to different economic outcomes. What is the rationality of the disarmament agenda for development? Is it not an impediment to disarmament if transfers from the national civil economy go partly to aid to the Third World in a tense sectorial and regional economic situation? Several answers have been given to this questioning.

Mots clés : Désarmement, développement, Tiers-Monde, aide internationale
Disarmament, development, Third World, international aid

Au moment où le Moyen-Orient s'embrase, il semble a priori paradoxal d'aborder la question épineuse de l'économie du désarmement. Pourtant, tous les indicateurs politiques d'avant août 1990 étaient relativement cohérents sur une évolution favorable des relations internationales vers un apaisement des tensions géo-stratégiques conduisant inéluctablement à une réduction progressive et non négociée des dépenses militaires. Or, depuis l'invasion du Koweït par l'Irak, l'idée de guerre revient en force dans l'actualité et dans les craintes majeures des opinions publiques nationales. Pourtant, on peut s'interroger valablement sur l'importance structurelle de ce conflit dans le mouvement, amorcé depuis 1985 de réduction progressive de la croissance des efforts nationaux de défense. Les économistes ne sont pas toujours à même de prendre part à ce débat, même si, au plan conjoncturel, leurs prévisions sur le prix du pétrole ou l'estimation des coûts de la crise sont très demandées. Ils n'interviennent que très (trop ?) rarement sur le fond du problème.

L'analyse du désarmement fait pourtant largement appel aux connaissances théoriques et empiriques de l'économie :

1) Compte tenu du fonctionnement des économies de marché et des économies planifiées, un désarmement est-il possible ou même souhaitable ? Autrement dit, les systèmes économiques sont-ils compatibles ou favorisent-ils les affrontements militaires ?

2) Le désarmement est-il la cause ou la conséquence de facteurs économiques ? Dans les relations entre le désarmement et le développement, quelles sont les causes et quels sont les effets ? Si on considère que le désarmement est une décision "discrète" (non économiquement mécaniste), de nature politique, dans ces conditions la réduction des dépenses militaires est conçue comme une variable instrumentale ou exogène modifiant les conditions de la croissance économique. Si au contraire, on estime que les facteurs économiques conditionnent le processus de désarmement, celui-ci devient plutôt une conséquence d'un état de crise de la société provoquée notamment par l'insatisfaction des besoins de consommation nationaux ou l'augmentation du taux de chômage. Une étude récente faite auprès de spécialistes par le CEDSI concluait au rôle important, mais non fondamental, des conditions économiques sur la guerre ou le désarmement¹. Il semblerait alors que désarmement et développement auraient des relations simultanées, chacun à la fois cause et conséquences de l'autre.

¹ Jacques Fontanel et Jean-François Guilhaudis, "Les experts face aux armements, à la guerre, à la paix et au désarmement", Fontanel et Guilhaudis (éds), *Course aux armements et désarmement*, AIRES, 1989/1, Volume XI, "La vérification du désarmement", Grenoble, 1989.

3) Le désarmement effectif implique une réflexion sur la régulation conjoncturelle et structurelle de l'économie et il suppose des analyses sur les conversions sectorielles et régionales des activités d'armement. C'est généralement cette dernière question qui intéresse les économistes contemporains.

Les fondements économiques du désarmement (ou de la course aux armements)

L'économie des armements a fait l'objet de nombreuses théories et monographies², mais l'analyse économique du désarmement, si elle a passionné l'opinion publique qui a cru souvent trouver en elle la panacée à tous les problèmes économiques conjoncturels, n'a pas vraiment mobilisé les spécialistes et ce, jusqu'à une date récente, à partir de laquelle, sous l'égide notamment des Nations Unies³ des études portant sur les effets économiques d'un désarmement ont été engagées notamment par des économistes de renom, tels que les quatre prix Nobel d'économie Wassily Leontieff, Jan Tinbergen, Gunnar Myrdal ou Lawrence Klein⁴. L'idée d'un désarmement pour le développement n'est pas nouvelle, car les dépenses militaires ont toujours été conçues comme des dépenses improductives, dont la réduction devait, au moins à long terme, conduire à un surplus de croissance de l'économie mondiale. Cependant, dans un monde d'Etats souverains, la sécurité des Nations constitue une priorité et une contrainte, que les économistes n'ont pas toujours perçues de la même manière. L'histoire de la pensée économique est édifiante à ce propos⁵.

La défense armée facteur de développement

Pour les mercantilistes⁶, la puissance du Prince est l'objectif fonda-

² Pour un résumé, on pourra se reporter à : Jacques Fontanel, *L'économie des armes*, Collection Repères, La Découverte, 1984. Gavin Kennedy, *Defense Economics*, The Gresham Press, Londres, 1983.

³ Nations-Unies *Etude des rapports entre désarmement et développement* A/36/356, New York, septembre 1981. Nations-Unies, *La réduction des budgets militaires*. Série n° 4 et n° 10, New York 1981 et 1985.

⁴ Lawrence R. Klein : *Disarmament and Socio-Economic Development*, Volume IX, number 1, United-Nations, printemps 1986. Jan Tinbergen : *World Peace Policy in Peace, Defense and Economic Analysis*, Edited by Christian Schmidt and Frank Blackaby, Mac Millan Press for the SIPRI, Londres, 1987. Wassily Leontieff et Faye Duchin, *Worldwide Implications of Hypothetical Changes in Military Spending*. Rapport pour le Groupe d'experts des Nations-Unies "Désarmement pour le Développement", New York, 1980. Wassily Leontieff and Faye Duchin : *Worldwide Implications of a Limitation on Military Spending*. Rapport pour le Groupe d'experts des Nations-Unies "Désarmement pour le Développement", New York, 1980.

⁵ Pour une analyse plus approfondie de cette question, Cf Jacques Fontanel "Le désarmement pour le développement dans la pensée économique". *Cahiers de la Faculté des Sciences économiques de Grenoble*, 1987.

⁶ Cf : Edmond Silberman : *La guerre et la paix dans l'histoire des doctrines*

mental assigné à l'économie nationale. Ils ne recherchent pas l'optimum économique, mais l'accroissement du pouvoir. Ils considèrent qu'il est préférable d'avoir moins de richesses si les autres pays sont proportionnellement plus pauvres. La défense d'un pays encourage le sentiment national et la guerre victorieuse enrichit l'Etat. Dans ces conditions, le désarmement pour le développement est un leurre et une absurdité. Ces idées seront reprises, sous d'autres formes, par List⁷ qui, s'il considère que la paix est souhaitable dans un monde d'Etats stabilisés sur la base des frontières naturelles, n'en pense pas moins que le laissez-faire conduit à la domination des plus forts et que les Nations doivent se protéger des dominations étrangères.

Toutes les réflexions actuelles sur la guerre économique peuvent trouver leur origine dans ces courants de pensée, qui incluent la recherche de la puissance dans les objectifs fondamentaux des Etats. Or, la lutte pour le pouvoir est inscrite dans les fibres de la condition humaine et elle domine toute autre forme de rationalité, même celle qui détermine l'optimum économique. Pour Galbraith⁸, un désarmement accompagné d'une réduction des tensions internationales aurait des effets négatifs sur l'économie et la société américaines, car la subordination des citoyens est dépendante de la sécurité internationale, la menace de guerre constitue un élément indispensable de contrôle des désaccords sociaux et des tendances antisociales, les facteurs susceptibles d'accomplir les fonctions sociales des conflits armés sont difficiles à mettre en place au même titre que les substituts au gaspillage nécessaires à la lutte contre la surproduction, et les rapports de domination avec les autres Etats sont essentiels pour la richesse des grandes puissances. Pour Jacques Attali⁹, la guerre est même la manifestation extrême de la concurrence industrielle, de la création de demande et de la mise au travail des forces productives. Le conflit permet la relance de la production, il transforme les modes de consommation et les habitudes sociales. Dans ces conditions, le désarmement passe par une transformation profonde des modes de production dominants. Sans cette condition, toute procédure de désarmement qui ne se limite pas à réduire le surarmement est vaine, voire dangereuse.

La défense armée comme nécessité politique et gaspillage économique

Pour les grands classiques anglais, l'intervention de l'Etat dans l'économie doit être minimale, car les individus ont des intérêts complémentaires dans le cadre de la liberté généralisée des échanges. La guerre et sa préparation sont des variables expliquées de l'esprit de monopole et à ce titre aussi bien Adam Smith que David Ricardo¹⁰

économiques, Strey, 1957.

⁷ Friedrich List, *Le système national d'économie politique*, 1857.

⁸ *La paix indétrable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, Préface de J.K. Galbraith, Présentation de Christian Schmidt, Calmann-Lévy, 1984.

⁹ Jacques Attali, *La nouvelle économie française*, Flammarion, 1978.

¹⁰ Adam Smith, *La Richesses des Nations*, 1776, David Ricardo, *Principes de*

condamneront la pensée mercantiliste dominée par la volonté d'hégémonie du Prince. Les conflits armés sont des phénomènes exclusivement politiques. La constitution de forces militaires est cependant recommandée pour assurer la souveraineté des Etats menacés par les économies moins développées. Les processus de désarmement des pays riches sont dangereux, compte tenu des convoitises dont ils font l'objet et qui sont susceptibles de favoriser l'essor de rapports militaires et conflictuels de puissance. Ricardo souhaite pourtant l'existence d'un désarmement négocié, car il considère que la croissance ininterrompue des dépenses militaires conduit inéluctablement à la guerre¹¹.

Toujours original, Malthus¹² fait l'hypothèse selon laquelle la guerre est d'abord le résultat d'un développement économique insuffisant par rapport à la croissance de la population. Il reconnaît même qu'à court terme, un accroissement des dépenses militaires peut augmenter la demande globale et donc exercer des effets positifs sur l'ensemble de l'économie. Mais à long terme, du fait de la paupérisation qu'il engendre inéluctablement, il est une source fondamentale de conflits. Dans le même ordre d'idées, les classiques français vont revendiquer un désarmement comme condition indispensable au développement harmonieux des Nations.

Pour les socialistes utopiques¹³ (Saint-Simon, Proudhon, Fourier notamment), la société industrielle doit se substituer à la société militaire. L'armée est actuellement improductive et il faut la réorganiser pour lui donner la responsabilité d'œuvres industrielles d'intérêt collectif, comme le reboisement ou l'irrigation. Ainsi, les objectifs de désarmement s'imposeront d'eux-mêmes. d'autant que la classe des industriels ne peut que souhaiter le développement d'une économie civile lui assurant le pouvoir qu'elle ne peut exercer qu'en temps de paix. Joseph Schumpeter, s'opposant ainsi à Engels et Marx, affirmait même que la fonction militaire n'était pas une activité bourgeoise¹⁴. De manière générale, la plupart des économistes libéraux partagent cette conception et ils considèrent que la fonction militaire doit être limitée par les seules contraintes à court terme de la sécurité, de façon à améliorer les performances d'économie nationales en lutte contre la rareté. Ainsi Nef¹⁵ considère que la paix stimule l'activité économique des Etats et Seymour Melman¹⁶, en contrepoint, souligne les effets néfastes des dépenses militaires sur l'économie : perte de compétitivité, développement de la bureaucratie, diminution de l'investissement productif, apparition de complexes militaro-industriels.

l'économie politique et de l'impôt, 1817.

¹¹ Cette idée rejoint les modèles contemporains sur la course aux armements. Richardson, le père de cette méthode, obtient des conclusions similaires. L.F. Richardson, *Arms and insecurity*, Benwwood, New York, 1960.

¹² Robert Malthus, *Principes d'Economie Politique*, 1803

¹³ Jacques Fontanel, "Le désarmement pour le développement...", art. cit.

¹⁴ Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, Paris, 1972.

¹⁵ Joseph U. Nef, *La route vers la guerre totale*, Armand Colin, Paris, 1949.

¹⁶ Seymour Melman, *The War Economy of the United States*, St-Martin's Press, New York, 1971.

L'antagonisme du désarmement et du capitalisme

Pour Marx et Engels¹⁷, la paix n'a pas de vertu morale en elle-même. La guerre et les conflits appartiennent au champ de la superstructure et ils sont conditionnés par les rapports sociaux antagonistes. Marx redoute surtout les effets des conflits armés sur l'idéal révolutionnaire du prolétariat qui se trouve divisé par les querelles des capitalistes. Le désarmement n'est souhaitable que s'il peut engendrer un développement économique provoqué par la rupture radicale avec le capitalisme et l'émergence du socialisme. Le désarmement n'est pas vraiment compatible avec la pérennité du capitalisme. Dans ces conditions, un désarmement pour le développement dans un système capitaliste ne répond pas à la vraie question qui devrait être libellée ainsi : "comment dépasser le capitalisme belligère par un socialisme garant, à terme, de la paix universelle ?". Ces analyses ont été poursuivies, d'une part, par Rosa Luxemburg¹⁸, pour laquelle un désarmement constituerait une preuve de faiblesse des puissances industrialisées, puisque l'effort militaire sert à affirmer la puissance du capitalisme, et d'autre part, par Lénine¹⁹ qui considère que l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, est nécessairement marqué par les guerres totales et l'exploitation capitaliste du monde, ce qui rend impossible tout processus non conjoncturel de désarmement en dehors de l'avènement du socialisme.

Ces thèses ont été reprises par des auteurs contemporains. Pour Baran et Sweezy²⁰, les dépenses militaires servent à absorber le surplus que le capitalisme monopoliste secrète ; la course aux armements est conforme à la logique du capitalisme. Kidron²¹ fait l'hypothèse selon laquelle les dépenses militaires exercent une pression positive sur les profits et qu'elles stabilisent la surproduction des économies de marché. Au fond, pour cette théorie "marxisante", il ne peut y avoir, dans le cadre du capitalisme, ni désarmement purement militaire, ni désarmement pour le développement. Il s'agit donc en priorité de remettre en cause un système économique qui développe constamment des tensions internationales s'exprimant notamment dans les conflits armés ou l'accroissement du gaspillage que constituent les dépenses d'armement.

Le désarmement, comme objectif illusoire dans le cadre d'une coexistence de systèmes économiques antagonistes

L'analyse keynésienne s'est plus intéressée aux conséquences économiques et sociales de la course aux armements²² qu'aux conditions sociales et politiques du désarmement. Les dépenses militaires réduisent

17 Marx and Engels, *Le Manifeste du Parti Communiste*, 1860.

18 Rosa Luxemburg, *L'accumulation du capital*, Maspero, 1967.

19 Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions Sociales, Paris, 1971.

20 Baran et Sweezy, *Le capitalisme monopoliste*, Maspero, 1968.

21 Michaël Kidron, *Western capitalism since the War ?*, Penguin, Londres, 1970.

22 John M. Keynes, *How to Pay the War*, Londres, 1921.

le potentiel d'investissement et, en situation de plein emploi, le dilemme entre le beurre et les canons reste d'actualité. Keynes aborde principalement la question de la gestion de l'économie de guerre. Nul doute que la domination de la pensée keynésienne, de la dernière guerre mondiale au début des années 1970, est une explication du faible intérêt manifesté par les économistes sur cette question qui est pourtant restée centrale dans les préoccupations de l'opinion publique internationale. Cependant, de manière très traditionnelle, les économistes keynésiens ont jugé les dépenses militaires utiles pour l'amélioration de la sécurité internationale et pour faire face à la menace des économies planifiées, et principalement de l'Union soviétique. Ils considéraient (et considèrent toujours, d'ailleurs) que la priorité des priorités de leur action économique était le maintien et le développement d'un capitalisme jugé économiquement efficace dans le cadre d'une régulation étatique. En généralisant à l'excès, les keynésiens ont réduit leur analyse à une conception purement politique et conjoncturelle de la sécurité nationale.

L'analyse néo-classique limite sa réflexion dans ce domaine aux nécessaires efforts à réaliser pour combattre des pays du Pacte de Varsovie sur le double terrain économique et militaire. Il existe dans chaque société une fonction de bien-être social maximisée sous contraintes. Les dépenses de sécurité participent à la définition de cet optimum. La course aux armements n'est rationnelle que si elle peut s'opposer au socialisme. Les théories des modèles de course aux armements dans la lignée du modèle de Richardson²³, montrent que les budgets de préparation à la guerre accroissent les probabilités de guerre. La force militaire constitue un important instrument de redistribution des droits de consommation entre les pays. La dissuasion peut favoriser l'établissement d'un équilibre stable, mais elle peut aussi conduire inexorablement à la guerre. Pour Brito et Intriligator²⁴, le facteur clef de ces équilibres réside dans la distribution des richesses initiales. Dans ces conditions, l'idée même du désarmement pour le développement entre dans la course au pouvoir ou à la domination des Etats ou des systèmes.

Le désarmement n'inspire donc pas vraiment les économistes. Cinq raisons majeures peuvent être présentées pour justifier cette attitude :

1) La coexistence des deux systèmes économiques est impossible car socialisme et capitalisme sont à la fois impérialistes et antagoniques. Dans ces conditions, le désarmement paraît pour le moins improbable. La situation actuelle de ré82forme dans les pays de l'Est peut faire l'objet de deux analyses contrastées, l'une considérant que le désarmement est maintenant possible, puisque le socialisme "vécu" est en voie d'extinction, l'autre supposant que les soubresauts des réformes écono-

²³ L.F. Richardson, *Arms and Insecurity*, Benwood, New York, 1960.

²⁴ Dagobert Brito et Michaël Intriligator, *Arms Race and the Outbreak of War : Application of Principal-Agent Relationships and Asymmetric Information*, Edited by Christian Schmidt and Frank Blackaby, Mac Millan Press for the SIPRI, Londres, 1987.

mico-politiques dans les pays de l'Europe de l'Est sont autant d'occasions de conflits sociaux et de réarmements, annonciateurs de situations de guerres ;

2) Les Etats doivent protéger leurs richesses sous peine d'être à terme privés de leurs droits sur la distribution mondiale des richesses. L'armement est alors une nécessité vitale pour les pays développés.

3) La guerre est souvent synonyme de transformations profondes de la société. Elle n'a pas de fondement exclusivement économique, elle est inscrite dans la lutte pour le pouvoir ou les convictions religieuses ou idéologiques.

4) Le désarmement apparaît plutôt comme une conséquence du développement. C'est en tout cas la thèse présentée par les partisans du Nouvel Ordre économique international. Dans ces conditions, les processus de désarmement passent d'abord par le développement des pays des plus pauvres.

5) Les conflits ne s'arrêtent pas à la production d'armes. Ils s'expriment aussi dans les dominations économiques, politiques ou culturelles²⁵. Il ne sert donc à rien de négocier un désarmement, si aucune autre action n'est entreprise pour réduire, voire supprimer, les causes de la course aux armements.

En tout cas, un processus de désarmement implique a priori une modification profonde des relations entre les grandes puissances, mais il provoque lui-même de nouveaux comportements des Etats qui rendent les perspectives économiques, politiques et sociales hautement spéculatives.

Le désarmement comme instrument ou conséquence de nouvelles relations économiques internationales

La question est de savoir si un désarmement se décrète ou s'il est le résultat d'un processus de réduction des tensions politiques et économiques. Si l'on considère que les conflits armés ne sont pas toujours simplement le fait du Prince, il faut bien considérer que des raisons économiques fondent les conflits, au même titre que la recherche pour le pouvoir ou l'idéologie. Cependant, les Etats peuvent toujours décider de réduire leur armement, soit parce qu'ils estiment atteindre un niveau de sur-armement qui lèse l'ensemble des Nations, soit parce qu'ils souhaitent de concert réduire l'importance de ces dépenses improductives²⁶.

²⁵ David A. Baldwin, *Economic Statescraft*, Princeton University Press, Princeton, 1985.

²⁶ Les dépenses militaires sont partiellement dépendantes des conditions économiques. Il est clair que plus on est riche et plus il est possible de faire face aux dépenses d'armement. Cf. Jacques Fontanel, "La détermination des dépenses militaires" dans Jacques Fontanel et Jean-François Guilhaudis, *Le désarmement pour le développement*, Ares, Défense et Sécurité, Grenoble, mai 1986.

Se pose alors le double problème du maintien en l'état de structures ayant favorisé l'émergence d'une course aux armements et de la confiance à accorder à une procédure de désarmement *ceteris paribus*.

Une situation politique nouvelle aux lourdes conséquences économiques

Une procédure de désarmement a nécessairement des effets économiques importants, notamment sur les relations du commerce extérieur des Etats. Les effets de domination sont modifiés, la carte de la compétitivité internationale s'en trouve singulièrement transformée et la réduction des dépenses militaires ne peut être durable que si elle accompagne l'émergence d'un Nouvel Ordre économique international.

- Les effets de domination

La colonisation peut être considérée comme une cause fondamentale, mais non exclusive, du sous-développement. Historiquement, les forces militaires des pays développés européens ont servi à assurer la conquête politico-économique du monde entier. Elles ont favorisé les cultures d'exportation aux dépens des cultures vivrières, l'exploitation minière, la destruction des artisanats locaux, l'établissement de frontières nationales aberrantes, le développement d'une économie désarticulée, entièrement tournée vers la métropole. Il existe toujours des rapports de force qui n'ont pas vraiment été remis en cause, comme en témoigne le relatif équilibre qui subsiste dans les régions les plus défavorisées, largement dépendantes de zones d'influence héritées des antagonismes des grandes puissances et de la colonisation. L'expression de la force est devenue apparemment moins militarisée, au moins dans la vie quotidienne des pays dominés, mais la peur de l'holocauste nucléaire reste toujours présente dans les esprits. Les grandes négociations économiques internationales mettent en évidence la pérennité des rapports conflictuels et l'importance du statut de puissance nucléaire. La menace d'utilisation ou l'emploi des armes constituent des facteurs décisifs de diffusion des modes de production dominants et du maintien des pouvoirs existants. Pourtant, quelques économistes considèrent que l'esprit militariste est susceptible de favoriser le développement de l'épargne et sa mobilisation et que le pouvoir militaire est capable, dans les pays du Tiers Monde, d'accroître le taux d'exploitation des ressources disponibles, de réduire la consommation en faveur d'une épargne productive et d'établir les bases d'un développement économique²⁷. Dans ces conditions, si l'on se rapporte à cette conception "civile" des forces militaires, un désarmement qui réduirait le rôle de l'armée dans la société

²⁷ Emile Benoit, "Growth and Defense in Developing Countries". *Economic Development and Cultural Change*, n° 2, janvier, 1978. Nations-Unies, *Conséquences économiques et sociales de la course aux armements*, Préface et étude par Christian Schmidt, Economica, 1983.

n'apparaît pas souhaitable.

Cependant, ces gouvernements tendent à entretenir des rapports privilégiés avec les pays qui leur accordent une aide militaire et civile. L'autonomie d'un pays est d'autant plus affectée qu'un partenaire exerce sur lui une emprise structurelle fondée sur les rapports militaires. La technologie occidentale, fortement influencée par la militarisation des économies avancées, domine le développement industriel qu'il impose aux pays dominés. Les pays développés disposent alors d'un pouvoir contractuel considérable, fondé sur les zones d'influence souvent définies par la force ou les accords militaires. Quand les Etats-Unis augmentent leurs dépenses militaires, ils agissent ainsi indirectement sur le prix du café et même sur la démocratie des pays périphériques. De bonnes relations avec le gouvernement américain facilitent l'obtention de lignes de crédit auprès des grands organismes financiers internationaux. En fait, l'existence des dangers et la volonté des Etats de lutter contre l'assujettissement constituent des facteurs largement dépendants de la course aux armements des grandes puissances, provoquant une "surdétermination de l'économie"²⁸ aux contraintes militaires et stratégiques. Dans ces conditions, une procédure de désarmement modifie incontestablement ces rapports de pouvoir qui s'expriment aussi dans la sphère économique. Evidemment, tout dépend de la nature du désarmement, s'il s'agit d'un désarmement partiel, d'une limitation du surarmement ou d'une volonté réelle de réduire les dépenses militaires. Il n'empêche que les effets de domination, notamment dans l'ordre politique et idéologique, seraient alors susceptibles d'être modifiés, dans un sens qu'il est impossible de définir a priori, compte tenu du nombre de scénarios possibles.

- Les nouvelles cartes de la concurrence

La question est de savoir si un processus de désarmement est le résultat d'une situation économique particulièrement alarmante qui oblige les Etats, à défaut de disposer d'une supériorité militaire, à chercher une "respiration" propice à une nouvelle croissance économique. Le désarmement serait alors le résultat d'une volonté de redistribution des cartes, tous les participants disposant d'un jeu de blocage de plus en plus contesté par les opinions publiques²⁹ ? En situation de crise économique, les mécontentements croissent et rendent encore plus difficile la gestion d'une économie fortement militarisée. Il est assez remarquable de constater que les périodes de négociation sur le désarmement s'accompagnent généralement de l'élargissement du nombre de partisans de l'ouverture des frontières économiques. Cette situation produit

²⁸ Michel Chatelus, *Le poids des préoccupations militaires et stratégiques sur l'évolution économique du Moyen-Orient*, Ares, Défense et Sécurité, Vol. 5, Grenoble, 1982.

²⁹ Il serait intéressant de reprendre, sur cette question, les modèles de course aux armements. Cf Jean-Christian Lambelet et Urs Luterbacher, "Conflict, Arms Races and War : a Synthetic Approach" in *Peace, Defence and Economic Analysis*. Dagobert Brito et Michaël Intriligator, art. cit (note 24).

des résultats très controversés, entre ceux qui prennent les effets d'entraînement suscités par la libéralisation du commerce et ceux qui redoutent l'essor de nouveaux effets de domination favorables aux pays développés et responsables de l'enlisement constant des économies des pays du Tiers Monde. L'ouverture des frontières économiques n'est pas la panacée au développement économique généralisé, car le potentiel des pays les plus faibles peut être bloqué par les effets de domination. Sans une véritable organisation internationale établissant des règles de protection, une libéralisation complète des marchés conduit inéluctablement à des rapports de force comparables à ceux qui existent dans les entreprises et amène ainsi des pays à la faillite.

L'économie est devenue un instrument de pouvoir de plus en plus utilisé, à l'ère nucléaire, dans les rapports conflictuels des Etats. L'insécurité n'est donc pas dépendante uniquement de la course aux armements, elle dépend des inégalités, des dominations internationales, voire des exploitations sociales. Les stratégies obliques de dissuasion, les mesures économiques de rétorsion, les embargos sont autant d'armes puissantes, dont les effets dépendent des mesures de défense, des solidarités internationales et du potentiel de substitution des sphères de rareté³⁰. L'économie devient une arme permanente et il est difficile, en longue période, de disposer de conditions satisfaisantes de la sécurité sans une économie forte capable de supporter les coûts de la défense nationale. Autrement dit, si les dépenses militaires affaiblissent l'économie nationale, il est nécessaire de trouver le chemin optimal qui permette à la fois d'assurer une défense suffisante sans remettre en question ni la croissance économique d'aujourd'hui, ni la sécurité nationale de demain. L'économie contemporaine est un champ de conflits et un processus de désarmement peut conduire à un changement progressif de la géographie mondiale de la satisfaction des besoins.

Considérons simplement qu'une réduction des dépenses militaires dans les pays développés n'aura pas que des incidences positives pour les pays du Tiers Monde³¹, si cette procédure de désarmement ne s'accompagne pas de réformes sérieuses concernant l'organisation économique internationale contemporaine, qui s'avère probablement un peu trop favorable aux intérêts des grandes puissances économiques. L'économie du Tiers Monde a été et reste très dépendante des pays développés. La plupart des organisations internationales appellent à l'instauration d'un Nouvel Ordre économique international³², mais si la colonisation est incontestablement responsable du sous-développement de nombreuses régions du monde (phénomènes d'acculturation, inégalités politiques, exploitations économiques), elle sert aussi de bouc émissaire pour expliquer toutes les erreurs de gestion des économies nationales des pays du Tiers Monde. "Pour la Charte des Nations-Unies, la

30 D.A. Baldwin, *Economic Statescraft*, Princeton University press, 1985. Lachaux, Lacombe, Lamoureux, Labbé : *De l'arme économique*, Les Sept Epées, 1987.

31 Jacques Fontanel, *Incidences pour les pays en voie de développement de la procédure de désarmement entre l'Est et l'Ouest*, Conférence sur les "Conséquences économiques du désarmement", Unidir, Leningrad, 17-19 juillet 1990.

32 Jacques Fontanel, *Les organisations économiques internationales*, Masson, 1981.

démilitarisation implique le respect de l'égalité souveraine de ses Etats membres, la prohibition de l'usage ou de la menace de la force contre l'intégrité territoriale des Etats, la reconnaissance de l'inviolabilité des frontières, la renonciation de toute action à l'encontre de l'indépendance et de l'unité nationale, la non-intervention dans les affaires internes des autres Etats et la non-assistance au terrorisme. Ces principes pourraient être respectés par des échanges systématiques d'informations militaires, la publication des dépenses militaires, le retrait des troupes des zones frontières, l'établissement de systèmes de communication rapides et directs entre les autorités civiles et militaires³³.

Le désarmement requiert une série de décisions sur les priorités politiques des Etats, sur l'ordre économique international, sur la nature du développement, sur le taux et la direction du progrès technologique susceptible d'être développé dans une société moins militarisée, sur la gestion de l'environnement naturel ou sur la réallocation et la répartition des ressources économiques, qui ne font que très rarement l'objet de discussions dans les négociations de limitation de la course aux armements.

Le désarmement pour le développement

Le désarmement et le développement sont deux objectifs essentiels de notre temps. La question est de savoir s'il est judicieux de les relier. Rappelons que les gouvernements français ont souvent demandé la création d'un Fonds international du Désarmement pour le Développement, qui permettrait, grâce aux sommes économisées dans l'armement, de développer des activités productives qui accéléreraient le développement économique et par une procédure d'aide aux pays en voie de développement de le généraliser³⁴. Le désarmement pour le développement est habituellement analysé, d'une part, en l'absence de tout transfert international des ressources épargnées par le désarmement et, d'autre part, dans le cadre d'une aide accrue en faveur des pays les plus démunis.

- L'effet interne

Si les dépenses militaires sont improductives, toute action tendant à

³³ Jacques Fontanel, Aspects économiques de la militarisation et de la démilitarisation dans l'hémisphère Sud". Colloque *Géostratégie dans l'hémisphère Sud* Ile de la Réunion, juin 1990 (à paraître).

³⁴ L.R. Klein : "Désarmement et développement" dans *Science, guerre et paix*, Jean-Jacques Salomon, Economica, 1990. Jacques Fontanel, "L'intérêt d'un Fonds international de Désarmement pour le Développement", *Etudes internationales*, Vol. 16, n° 3, septembre 1985. Jacques Fontanel et Ron Smith, "La création d'un Fonds international de Désarmement pour le Développement : Ressources et contributions", *Etudes et Travaux, Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques de Grenoble* n° 5, Grenoble, 1986. Unidir, "Establishment of an International Disarmament Fund", Unidir, Genève, novembre 1984.

les réduire, à niveau de sécurité équivalent, est économiquement souhaitable. Cependant, il est incontestable que, conjoncturellement des problèmes importants peuvent naître à la suite d'une procédure de désarmement : chômage accru pour les jeunes conscrits non appelés, réduction du nombre d'emplois des personnels militaires dont les compétences sont parfois trop spécialisées pour être aisément intégrées dans l'économie civile, diminution de l'activité des villes de garnison et des arsenaux³⁵, etc... Le désarmement modifie singulièrement la carte industrielle d'un pays. S'il ne s'accompagne pas d'un transfert paupérisant vers les pays du Tiers Monde, il est susceptible d'engendrer des effets globalement positifs à long terme pour l'ensemble de l'économie mondiale.

Dans les rapports des Nations Unies, la course aux armements est supposée réduire le potentiel de croissance mondial et limiter les possibilités de développement économique en gaspillant des ressources rares. Pourtant, certains économistes³⁶ ont avancé que, dans des situations économiques spécifiques, l'armée pouvait être une force de développement par sa capacité à développer de nouvelles techniques, ses efforts en matière d'infrastructures, son sens de l'ordre et de la discipline et sa volonté d'indépendance. Dans les pays aux ressources rares, il existe trois effets de substitution : temporel (choix entre le présent et l'avenir), sectoriel (choix entre les sphères militaires et civiles) et catégoriel (effet d'éviction de l'investissement provoqué par les dépenses de défense). Les dépenses militaires exercent un impact négatif sur le développement économique, même si, comme toutes les dépenses publiques, elles peuvent participer à une relance de la demande. Ainsi, il est probable que l'augmentation des dépenses militaires est rendue possible par le taux de croissance de l'économie élevé et non l'inverse. Notons que pour Augusto Varas³⁷, les dépenses militaires ont un effet différent selon le niveau de développement des pays, influençant le bien-être des pays du Tiers Monde et la croissance des pays développés. La militarisation³⁸ des économies en voie de développement n'est pas favorable à leur développement économique à long terme malgré la mobilisation du surplus qu'elle peut susciter. La théorie de la diversion des ressources³⁹ considère qu'une économie dans laquelle une grande quantité de ressources critiques est attribuée aux activités improductives

³⁵ J.P. Dunne, "The Employment Consequences of Military Expenditure : a Comparative Assessment", *Disarmament and Employment Programme* n° 5, Bureau international du travail, Genève, 1986. C.Z. Lin, "Employment Implications of Defense Cutbacks in China", *Disarmament and Employment Programme* n° 14, novembre 1989. Jacques Fontanel, "L'industrie chimique de la France, le désarmement et la conversion de la production des armes", *Disarmament and Employment Programme* n° 15, Genève, décembre 1989.

³⁶ Emile Benoit, "Growth and Defense in Developing Countries", *Economic Development and Cultural Change*, n° 2, janvier 1978.

³⁷ Augusto Varas, "Military Spending and the Development Process", *Disarmament*, Vol. IX, n° 3, New York, automne 1986.

³⁸ Ron and Dan Smith, *The Economics of Militarism*, Pluto Press, Londres, 1983.

³⁹ Seymour Melman, *The Permanent War Economy*, Simon and Schuster, New York, 1974.

réduit considérablement sa capacité à produire avec efficacité, soit par la perte de compétitivité de l'industrie nationale, soit par le perversissement des comportements des agents économiques. Dans ces conditions, un désarmement améliore à terme le standard de vie national moyen et augmente le potentiel du développement économique mondial.

La relation de substitution entre l'investissement et les dépenses militaires est dorénavant assez généralement acceptée, même si l'acceptation sociale de l'effort financier en faveur de la défense nationale, le niveau de la croissance économique ou la structure des dépenses militaires peuvent infirmer cette tendance⁴⁰. L'imminence des menaces de guerre n'est pas suffisamment perçue par les citoyens pour qu'ils acceptent de modifier leur consommation. Il existe actuellement une inadéquation entre l'attitude stratégique des Etats et les besoins exprimés par les agents économiques. A court terme, le désarmement matérialisé par une réduction des dépenses militaires devrait être compensé par une augmentation des investissements, mais dans les pays en voie de développement, la consommation est susceptible de recevoir aussi une forte impulsion.

Pour les partisans de l'utilisation de l'industrie militaire comme "secteur clef" de l'industrie nationale, le désarmement est susceptible d'engendrer une sévère poussée du chômage et une baisse importante du revenu des travailleurs. Cette thèse semble omettre que l'armement est un secteur d'activité faiblement producteur d'emplois. Cependant, un désarmement n'est pas non plus la panacée au chômage, car les reconversions d'activité ne sont généralement pas très aisées, compte tenu des impératifs économiques du secteur privé.

Si on analyse rapidement la situation de désarmement éventuelle des grandes puissances nucléaires, les incidences seraient globalement différentes selon les situations concrètes des économies nationales. Ainsi, une procédure de désarmement sans transfert international de tout ou partie des fonds ainsi économisés, conduirait inévitablement le gouvernement des Etats-Unis à mener une politique de limitation du déficit public (jugé critique), de restauration de l'épargne nationale et de réduction progressive des taux d'intérêt⁴¹. Dans ces conditions, c'est l'ensemble de l'économie internationale qui est susceptible de connaître de profondes transformations. En effet, si le déficit américain diminue, les effets d'éviction des investissements civils seront réduits, en même temps que les tensions sur les taux d'intérêt auront tendance à diminuer. Il devrait alors en résulter, à côté des problèmes conjoncturels, régionaux et structurels de la conversion ou de la fermeture de certaines activités d'armement, une augmentation de la propension à investir. En outre, l'évolution des taux d'intérêt, la confiance accordée par les opérateurs financiers internationaux à cette évolution des relations internationales, la

⁴⁰ Jacques Fontanel et Ron Smith : *Analyse économique des dépenses militaires, Stratégique*, 1985.

⁴¹ Charles Schultze : "Use the Peace Dividend to Increase Saving", *Challenge*, march-avril 1990. Lawrence R. Klein : "The Economics of Turning Swords into Plowshares". *Challenge*, march-avril 1990.

forme même de la procédure de désarmement engendreront inéluctablement des effets sur les taux de change, dont la nature non mécaniste rend, a priori, impossible l'évaluation des modifications de structures de la valeur comparée des devises.

L'Union soviétique est confrontée à des problèmes sociaux suffisamment graves pour qu'elle limite, au moins provisoirement, ses ambitions à la restauration de son économie. La France et la Grande-Bretagne ne sont pas encore décidées, dans le discours, à faire un effort de désarmement significatif, mais, à moins que l'affaire irakienne crée une tension entre le Nord et le Sud, tout laisse à penser que ces deux pays seront amenés à limiter les crédits militaires, probablement d'ailleurs au bénéfice de leur économie nationale, au moins pour être en mesure de trouver le plus rapidement possible des solutions aux problèmes conjoncturels et régionaux que cette réduction des dépenses militaires ne va pas manquer de révéler dans quelques régions critiques. Or, ces quatre grandes puissances nucléaires dépensent ensemble plus des deux tiers des dépenses militaires mondiales. Autant dire que si le désarmement est probable, les transferts de ressources au profit des pays les plus démunis sont potentiellement peu élevés. Cependant, l'économie mondiale peut recevoir un effet de croissance à la suite d'une réduction globale des dépenses militaires et les pays en voie de développement pourraient en profiter, grâce notamment à l'accroissement de la demande de matières premières, de pétrole ou de produits tropicaux.

La théorie du sous-développement comme produit du développement considère que la situation économique des pays du Tiers Monde est susceptible de se dégrader si, par exemple, les entreprises reconverties dans les pays développés viennent concurrencer les produits nationaux ou si elles n'achètent plus les matières premières qui formaient la plus grande partie de leurs ressources d'exportation. Cette dernière crainte ne semble pas devoir être retenue, car le modèle de Léontieff et Duchin⁴² met en évidence l'augmentation de la demande de matières premières qui devrait résulter d'une procédure de désarmement. Cependant, la conversion des activités militaires en activités civiles peut conduire à la recherche de nouveaux débouchés et à une concurrence accrue pour les produits des pays du Tiers Monde. De même, une réduction des dépenses de recherche-développement militaire au profit du secteur civil peut conduire à un accroissement de l'écart technologique et, à terme, à un élargissement des inégalités économiques.

- Les transferts

Les transferts partiels des ressources épargnées par une réduction des dépenses militaires des grandes puissances peuvent avoir des inci-

⁴² Leontieff et Duchin, *Worldwide Implications of Hypothetical Changes in Military Spending*, Rapport pour les Nations Unies, New York, 1980. Leontieff et Duchin, *Military Spending: Facts and Figures, Worldwide Implications and Future Outlook*, Oxford University Press, 1983.

dences positives sur les pays du Tiers Monde. Indépendamment de l'amélioration des relations internationales qui découlerait d'un désarmement et des améliorations des solidarités internationales, les aides liées au désarmement devraient normalement, si elles sont exprimées en monnaies convertibles, avoir les mêmes effets que l'aide traditionnelle existante. Il n'y a pas lieu d'en attendre plus ou moins d'effets, sauf peut-être au niveau de l'importance quantitative de ce transfert, susceptible de dépasser des seuils à partir desquels l'effort de solidarité exerce des effets économiques significatifs.

Cependant, il faut noter que tous les transferts ne sont pas également favorables au développement économique des pays démunis. L'effort de désarmement ne peut avoir des effets favorables sur le développement économique que si l'épargne qu'il permet de constituer n'est pas confisquée par un groupe social qui décide de l'affecter à des emplois improductifs (exportations de capitaux ou importations de produits de luxe, par exemple). Autrement dit, un transfert n'a d'intérêt économique que s'il s'exprime dans une activité fortement productive. Parfois, le transfert est susceptible d'avoir un effet négatif, notamment en aggravant les tensions inflationnistes du fait de l'apparition d'effets de démonstration. Un transfert de ressources peut aussi être l'occasion de nouveaux marchés pour les pays développés et d'une nouvelle dépendance pour les pays pauvres⁴³. Le transfert répond alors d'abord à des considérations politico-militaires, ensuite aux intérêts économiques du pays donateur et enfin seulement aux nécessités du développement économique des pays du Tiers Monde. Au total, le transfert peut être paupérisant.

Enfin, une aide des pays développés peut conduire à un mal-développement, notamment si elle n'est pas désintéressée. Quelques formes de transferts s'avèrent coûteuses à terme, notamment en frais de fonctionnement, et les contraintes politiques sont rarement exclues d'un tel engagement des pays riches. En outre, "l'aide aux pays en voie de développement peut être consacrée à des dépenses de prestige, à accroître les inégalités sociales, à favoriser l'essor des sociétés dans lesquelles les droits de l'homme ne sont pas nécessairement respectés. Les transferts peuvent faire aussi l'objet de sordides calculs d'intérêts tendant à habituer des populations à un type de consommation les rendant dépendantes des pays industrialisés..."⁴⁴.

Plusieurs modèles⁴⁵ ont simulé l'impact d'une réduction des

⁴³ James H. Lebovic : "National Interests and United States Foreign Aid", *Journal of Peace Research*, Vol. 25, n° 2, 1988. Lebovic a pu mettre en évidence la prédominance des considérations politico-militaires dans l'aide étrangère américaine, aussi bien sous la présidence de Carter pourtant fortement imprégnée de défense des droits de l'homme que sous la présidence de Reagan, largement influencée par la recherche de la puissance militaire nécessaire à la sécurité américaine.

⁴⁴ Jacques Fontanel, *L'économie des armes*, op.cit.

⁴⁵ Modèles cités par Robin Luckham, "Disarmament and Development in all its Aspects with a View to drawing Appropriate Conclusions". Draft prepared for the UN Department of Disarmament Affairs, janvier 1986.

J. Royer, "Long-Term Employment Impact of Disarmament Policies" ILO, décembre 1985.

dépenses militaires accompagnée de transferts en faveur des pays du Tiers Monde. Les résultats sont globalement favorables au désarmement pour le développement, puisque si à court terme, les pays développés peuvent subir une légère réduction de leur taux de croissance, à plus long terme les effets sont plutôt positifs, même s'ils ne sont pas toujours très significatifs statistiquement. Il en résulte un rétrécissement des écarts de croissance qui existeraient en l'absence d'un tel transfert. La question est alors de savoir si les pays développés souhaitent une telle conclusion, étant entendu que les écarts de revenus sont des indicateurs intéressants de satisfaction des besoins des populations. Ces effets jouent plus profondément et plus rapidement s'il existe des mesures de libéralisation des marchés et de la monnaie, mais les gains éventuels peuvent aussi disparaître du fait de l'évolution des termes de l'échange, des comparaisons des taux d'intérêt nationaux et des remboursements de l'endettement. En fait, la signification statistique des modèles est relativement faible dans ce contexte, étant entendu que l'hypothèse *ceteris paribus* qui prévaut dans l'application des techniques économétriques est largement remise en cause par l'événement exceptionnel que constituerait une véritable procédure de désarmement.

LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES DIRECTES D'UN DESARMEMENT, TOUTES CHOSES EGALES PAR AILLEURS

La nature du désarmement, l'organisation du système économique national et la période de temps considérée sont des critères fondamentaux d'analyse de la perception de l'impact économique d'une réduction de la production et de la gestion des armes.

Des conséquences économiques différentes selon le style de désarmement

Il existe trois grandes formes de désarmement : la destruction de matériels militaires, la réduction des dépenses militaires, l'interdiction de la production de certains types d'armes. Ces trois procédures peuvent d'ailleurs être conduites simultanément.

- Le désarmement peut d'abord concerner une réduction du surarmement, notion par ailleurs bien difficile à définir. Il peut aussi indiquer un véritable processus de réduction des forces en présence, sans référence à un surarmement, mais avec l'idée de mise en place d'une paix durable, capable de surmonter les divergences idéologiques, politiques ou religieuses qui aboutissent parfois aux situations de crises armées. Le processus actuel de désarmement entrepris dans le cadre du Traité sur les Forces nucléaires à portée intermédiaire entre les deux

Leontieff and Duchin : *Worldwide Implications of Hypothetical Changes in Military spending*. Rapport cité Leontieff et Duchin, *Military Spending, Facts and Figures*, op.cit.

grandes puissances s'exprime d'abord par la destruction de stocks existants (soit 4 % de l'ensemble des forces nucléaires), mais aussi par la limitation prévisible et quasi unilatérale des dépenses militaires. Cependant, le désarmement reste actuellement plus "politique" qu'économique, car les estimations des dépenses militaires mondiales pour 1990 ne sont pas revues à la baisse et devraient dépasser 1 000 milliards de dollars. Rappelons qu'une destruction des armes est coûteuse et que son premier effet favorise plutôt l'augmentation de l'effort économique de défense, même si l'épargne de la gestion des stocks vient rapidement en limiter l'importance. D'autre part, un processus de désarmement implique un contrôle et une vérification, dont les coûts ne sont évidemment pas négligeables et doivent être prévus et répartis entre les différentes parties dans l'accord lui-même. Même si aucune modalité n'est effectivement déterminée, les Etats vérifieront par eux-mêmes la réalité du désarmement de la partie adverse et pour ce faire, ils devront s'engager dans une forme de dépenses nouvelles fondées notamment sur les satellites d'observation ou sur un recueil d'information systématique. Par exemple le coût du Traité, sur les Forces nucléaires intermédiaires n'est pas négligeable. Gregory Bischak et Michaël Oden⁴⁶ se sont efforcés de comparer la réduction des achats militaires, des frais d'opération et maintenance et des coûts de personnel avec les engagements financiers occasionnés par la destruction des armes et la vérification de l'accord. Selon eux, l'impact d'un tel accord conduit à une réduction globale des dépenses militaires (tableau).

L'impact du Traité INF sur l'évolution nette des dépenses militaires
(en millions de dollars constants 1987)

Année fiscale	1988	1989	1990	1991	1992/2000
Réduction des achats militaires	-	-	-	-	- 209
	474	230	159	99	
Réduction des coûts du personnel militaire	0	-	-	-	- 456
		126	236	173	
Coût de mise en place et de vérification du Traité	+	+	+	+	+ 51
	160	138	106	48	
Réduction des coûts nets impliquée par la mise en place du Traité INF	-	-	-	-	- 614
	314	218	289	224	

Cependant, cette réduction des dépenses militaires implique, à très court terme, des problèmes économiques indéniables pour les entreprises touchées par la réduction de leurs commandes.

- L'interdiction de certaines productions d'armes (nucléaires, chimiques) constitue indirectement une volonté de contrôle d'armements et elle peut s'apparenter à une procédure de désarmement. Ainsi, le refus de construction de missiles nucléaires à très courte

⁴⁶ Gregory Bischak et Michaël Oden, 'The INF Treaty and the United States Experience, the Industrial, Economic and Employment Impacts', *Disarmament and Employment Programme*, Working Paper n° 11, Bureau international du travail, Genève, avril 1989.

portée modifie la nature de la production des entreprises engagées dans ce secteur. Plusieurs facteurs rendent difficiles les procédures de conversion, notamment la difficulté d'utilisation d'un équipement spécialisé pour la production civile, les dangers d'une application sans formation complémentaire de la compétence spécialisée de la main d'œuvre militaire, les divergences de comportement de marchés mono-soniques ou de monopoles bilatéraux aux marchés concurrentiels du secteur civil ou les pratiques associées à de faibles séries de production. Dans le cadre du Traité INF, compte tenu de la faiblesse quantitative du désarmement, la conversion s'est rarement effectuée dans le domaine civil. C'est ainsi que l'annulation des commandes des GLCM produits par Mc Donnell Douglas de Titusville a été compensée par les contrats de missiles de croisière (Terre et Air)⁴⁷. Cependant, les accords internationaux de lutte contre la prolifération des armes nucléaires favorisent les grandes puissances qui tirent de leurs forces de dissuasion des avantages politiques, économiques et stratégiques incontestables, à un coût relativement faible. Si le monde entier craint l'équilibre de la terreur, il faut rappeler qu'elle est fondée sur l'arme nucléaire dont le coût total ne dépasse certainement pas 12 % des dépenses militaires mondiales⁴⁸. Les rapports de force militaires s'expriment en termes de seuils et une réduction homothétique des dépenses militaires ne favorise pas nécessairement le maintien des équilibres des rapports de force antérieurs. Le rapport efficacité/prix des armes étant différent, le désarmement, s'il veut être durable, se doit d'équilibrer les forces par la mise en place de concessions économiques déséquilibrées entre les parties.

- Une réduction des dépenses militaires doit être analysée en termes de coûts d'opportunité. Au niveau global, elle s'exprime à très court terme par des pertes d'emplois ou un début de récession régionale qui peuvent à plus ou moins brève échéance, être compensés par des dépenses d'éducation, de santé ou d'infrastructure. Cependant, les économies nationales subissent de forts effets d'inertie qui rendent très peu malléables la main d'œuvre et les équipements industriels. Il existe des décalages de temps susceptibles de provoquer des difficultés économiques considérables à un secteur économique ou à une région. Cette situation peut être rapidement dépassée par les effets positifs des dépenses, à moins que le seuil d'activité minimale n'ayant pas été respecté, un cercle vicieux ne s'instaure, rendant très difficile l'utilisation des ressources substituables. La réduction des dépenses militaires, si elle est négociée, pose des problèmes de comparaisons internationales et intertemporelles difficiles à résoudre, mais pour lesquelles quelques solutions intéressantes ont déjà pu être trouvées⁴⁹. Elle implique concrètement une prise en compte des structures des dépenses, car un désar-

⁴⁷ *Ibid*, p. 39.

⁴⁸ Jacques Fontanel et Ron Smith, "Une dépense raisonnable ? Le nucléaire, une arme à moindre coût", *Le Monde Diplomatique*, août 1987.

⁴⁹ Hans Christian Cars et Jacques Fontanel, "Military Expenditure Comparisons". *Peace, Defence and Economic Analysis* op.cit (n° 4).

Jacques Fontanel, "Les comparaisons des dépenses militaires dans les pays de l'OCDE". "Course aux armements et désarmement", Guilhaudis et Fontanel éditeurs, ARES, Défense et Sécurité, Volume XI - 1989-1.

mement par la réduction globale (et non structurelle) des dépenses militaires peut devenir très dangereux. Ainsi, une grande puissance pourrait réduire ses dépenses de l'ordre de 20 % en augmentant son effort financier dans le domaine des armes nucléaires et en décidant de substituer une armée de conscription moins chère à une armée de métier. La rationalité militaire et la rationalité économique ne sont pas fondées sur les mêmes valeurs et, de ce fait, un désarmement ne peut pas être déterminé à partir des seules comparaisons des réductions nationales des dépenses militaires.

Des conséquences économiques différentes selon les types de société

Traditionnellement, les Rapports des Nations Unies sur les conséquences économiques et sociales de la course aux armements considéraient qu'il y aurait moins de problèmes économiques à résoudre dans les pays à économie planifiée que dans les économies de marché à la suite d'une procédure de désarmement, du fait de la nature centralisée du pouvoir, du droit de chacun au travail et des possibilités planifiées de conversion des activités militaires en activités civiles. Dans les pays à économie de marché, une réduction de l'effort militaire conduirait à des problèmes économiques conjoncturels susceptibles de provoquer la faillite de firmes d'armement et de susciter un processus de récession régionale⁵⁰. Cette idée a été peu à peu abandonnée, en même temps que la nature socialiste des pays de l'Est était progressivement remise en cause.

Actuellement, il existe deux grandes caractéristiques qui fondent les divergences de réaction des économies nationales à un désarmement, en l'absence bien sûr de toute procédure complémentaire de transferts financiers vers les pays les plus sensibles : l'importance des dépenses militaires et l'existence d'une industrie nationale d'armement. Pour un pays comme le Costa Rica qui n'a pas d'armée, le désarmement n'a pas vraiment de signification économique immédiate. Les effets que ce pays peut attendre dépendent de l'évolution stratégique de l'Amérique centrale et des réactions de ses principaux voisins en matière de coopération, de concurrence ou de complémentarité. Au fond, une procédure de désarmement implique une recomposition des relations économiques internationales, de nouvelles solidarités, de nouveaux courants d'échange. Ainsi, les événements qui ont secoué l'Europe de l'Est en 1989 mettent en évidence une modification complète de la carte de risques-pays en faveur des pays socialistes, au détriment des pays du Sud, souvent fortement endettés, et même des pays les moins développés de l'Europe des Douze⁵¹. Il est incontestable qu'il y a un risque non négligeable d'effet

⁵⁰ Nations-Unies, *Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements*, op. cit.

⁵¹ Jacques Fontanel, "Incidences pour les pays en voie de développement de la procédure de désarmement entre l'Est et l'Ouest". Conférence sur les "Conséquences économiques du désarmement", Unidir, Leningrad, 17-19 juillet 1990.

d'éviction en défaveur des pays du Tiers Monde, même si les mesures de désarmement devraient engendrer, à long terme, des effets positifs sur l'ensemble de l'économie mondiale.

L'existence d'une industrie nationale d'armement, surtout lorsqu'elle est fortement intégrée dans le tissu industriel, est un facteur dissuasif du désarmement, sauf à découvrir des processus de conversion rentables. En France, les constructions navales et l'industrie aéronautique sont très dépendantes du secteur militaire et un désarmement trop rapide serait susceptible de remettre en cause leur existence même⁵². Or, les études sur les effets économiques du désarmement montrent à quel point les productions militaires et même la main d'œuvre spécialisée sont mal adaptées aux applications civiles éventuelles, soit du fait des écarts technologiques trop importants qui existent entre ces deux types de production, soit du fait de la faible compétitivité des produits ainsi convertis dans des marchés souvent eux-mêmes déprimés. Pour les pays en voie de développement, la situation serait encore plus préoccupante lorsque, producteurs d'armement, ils ont cherché des débouchés extérieurs. Dans ces conditions, l'application des politiques d'import-substitution ou l'utilisation du principe des économies industrialisantes seraient évidemment plus réduites et les retours sur investissements ne manqueraient pas d'être suffisamment préoccupants pour provoquer des problèmes graves de survie et de conversion des firmes (souvent d'ailleurs nationalisées)⁵³. La réduction de l'effort national d'armement, principalement lorsque les matériels sont importés, ne peut avoir que des effets positifs, *ceteris paribus*. Cependant, une réduction de l'effort militaire est susceptible d'éliminer toute velléité de défense nationale et de faire ressurgir peu à peu les guerres régionales, du fait de la faiblesse des forces en présence.

Il est incontestable que des pans entiers des industries nationales peuvent connaître rapidement une récession si des commandes civiles ne viennent pas rapidement se substituer aux commandes militaires, mais il est aussi logique d'attendre que des effets positifs apparaissent avec le désarmement, peut-être dans d'autres secteurs ou dans d'autres régions. Dans ces conditions, des effets d'entraînement peuvent, à terme, réduire ces difficultés et provoquer un développement économique nouveau.

Des conséquences économiques plutôt positives à long terme

La conversion des industries d'armement vers d'autres activités économiques peut avoir des effets positifs évidents sur le bien-être des

⁵² Jacques Fontanel, "French Arms Industry", *Cahier du CEDSI* n° 10, Grenoble, 1990.

⁵³ Jacques Fontanel et Jose Saraiva, "Les industries d'armement comme vecteur du développement économique des pays du Tiers-Monde", *Etudes Polémologiques*, n° 30, 1986.

populations nationales, mais, d'une part, elle n'est pas toujours techniquement ou économiquement possible et, d'autre part, elle présente aussi des effets pervers qu'il ne faudrait pas négliger à court terme⁵⁴. L'ouverture des frontières peut inciter les entreprises converties à chercher de nouveaux débouchés, notamment dans les pays en voie de développement, qui déstructurent l'économie traditionnelle sans contrepartie immédiate. Il peut en résulter soit un effondrement économique, soit un accroissement de la dépendance à l'égard des grandes puissances ou des firmes multinationales. Pour les pays développés, les crises sectorielles et régionales paraissent inévitables si le désarmement était réalisé à une grande échelle et dans un délai très court. Cependant, même si l'histoire ne se répète jamais pareille à elle-même, les pays capitalistes développés ont toujours témoigné une grande habileté à exploiter positivement les périodes de conversion des activités militaires en activités civiles, dans une perspective macro-économique au moins. Il ne semble pas qu'à long terme, en l'absence bien sûr de menace de conflits ou d'effets de domination nouveaux, une réduction des dépenses militaires, par nature improductives, puisse provoquer une récession durable..

Dans une économie de pénurie, les dépenses militaires consomment des ressources rares. C'est probablement une des raisons qui a conduit l'Union soviétique à souhaiter aussi ardemment une pause de la course aux armements. M. Mikhaïl Gorbatchev a développé cette idée en affirmant que le développement et les rapports internationaux sont altérés par la course aux armements et la militarisation du mode de pensée. Pour Lawrence Klein, une réduction de 5 % des dépenses militaires en Pologne devrait conduire à une expansion de 3 % des dépenses civiles de consommation. Compte tenu du fait que les marchés d'armement étaient très contrôlés et réglementés, une nouvelle ouverture du commerce international susceptible de renforcer les interdépendances et les solidarités est envisageable, mais les résultats attendus d'une telle procédure font difficilement l'objet de quantifications même très approximatives. Dans le cadre d'une économie planifiée les reconversions ne semblent guère poser de problèmes importants à court terme, compte tenu à la fois de l'urgence des actions à entreprendre pour relancer l'économie et des activités civiles de la plupart des industries d'armement. En effet, la moitié de l'acier, le quart du matériel ferroviaire et plus d'un cinquième des biens de consommation de l'Union soviétique sont produits par le secteur militaire. La demande civile devrait rapidement se manifester dans ces secteurs pour relancer l'économie nationale⁵⁵.

Pour les pays du Tiers Monde producteurs d'armement, la façon dont sera vécue l'existence d'un capital technique et humain rendu obsolète par une décision politique et une situation internationale nouvelle,

⁵⁴ Wally Struys, "Défense et économie. Mythes et réalités", Centre d'Etudes de Défense, n° 26, Bruxelles, mai 1989.

⁵⁵ J. Cooper, "The Scales of Output of Civilian Products by Enterprises of the Soviet Defence Industry", SITS Paper n° 3, Crees, University of Birmingham, 1988.

alors même qu'un lourd investissement aura déjà été engagé dans ce secteur, sera révélatrice des intentions des pays en voie de développement et peut-être même, de manière plus large, des réelles potentialités d'un désarmement durable. En outre, la conversion des activités militaires en activités civiles sur le site industriel même s'avère souvent particulièrement délicate, compte tenu de l'inadaptation des équipements aux contraintes de la demande civile qui implique un compromis entre les caractéristiques techniques et les coûts⁵⁶.

Les gouvernements commencent à s'interroger sur l'efficacité économique de la course aux armements, et notamment sur les effets négatifs que celle-ci peut engendrer, à long terme, sur l'importance des ressources disponibles pour le maintien de forces militaires suffisantes⁵⁷. Autrement dit, l'armement d'aujourd'hui, s'il produit des effets récessionnistes sur l'économie nationale, peut être un frein à l'armement et donc un obstacle à la défense de demain. La dynamique des dépenses militaires sape progressivement les bases économiques des grandes puissances, surtout lorsque le climat politique et social international rend difficile l'utilisation économique des effets de domination éventuels du pouvoir développer par les rapports de force des armées nationales. Dans ces conditions, il s'agit moins de chercher le désarmement pour le désarmement que de trouver de nouvelles ressources susceptibles de favoriser la lutte contre une crise économique jugée insupportable.

L'économie du désarmement ne s'arrête pas à la simple réduction des dépenses militaires. Elle doit aussi s'appliquer aux raisons qui fondent ce désarmement et qui le rendent, si possible, irréversible. Mais cette dernière approche ne peut pas être abordée par les seuls économistes, car elle implique une réflexion sur la nature même de l'homme.

⁵⁶ Le récent colloque organisé conjointement par l'Unidir et l'Association Internationale des Economistes de Défense a conclu au caractère "secondaire" de la conversion. Les économistes semblent plus faire confiance en une régulation macro et mésoéconomique qu'à une recherche systématique d'utilisation de matériels inadaptés à la concurrence internationale. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faille pas essayer de récupérer les équipements peu onéreux mis ainsi à la disposition de l'économie civile, mais il faut analyser leur rentabilité à court et long terme, avant de s'engager dans des conversions industrielles qui se conclueront par un échec commercial. Notons que le Bureau international du Travail a engagé de nombreuses études sur cette question de la conversion, notamment des personnels militaires. Cf : Nicole Ball, "Converting Military Facilities: Shared Responsibilities and the Need for Planning", BIT, Genève, octobre 1985. Wilke P. and Wulf H.: "Manpower conversion in defense-related industry", ILO, Geneva, juin 1986. Susan Willett, "The Regional and Occupational Dependence on Defense Contracting in the Greater London area", février 1988.

⁵⁷ Louis Pilandon, "Quantitative and Causal Analysis of Military Expenditures", dans *The Economics of Military expenditures. Military Expenditures, Economic Growth and Fluctuations*. Proceedings of a Conference held by the International Economic Association in Paris, Edited by Christian Schmidt, Mac Millan, Londres, 1987.

Bibliographie

- Baldwin, D.A. (1985), *Economic Statescraft*, Princeton University Press, Princeton.
- Cars, H.C., Fontanel, J. (1987), Military Expenditure Comparisons, in *Peace, Defence and Economic Analysis*. Palgrave MacMillan, London.
- Fontanel, J. (1980), Le concept de dépenses militaires. *Revue Défense Nationale*, (7),
- Fontanel, J. (1982), Les comparaisons des dépenses militaires, *Revue Défense Nationale*, novembre.
- Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*, La Découverte, Paris.
- Fontanel, J. Smith, R. (1985) L'effort économique de Défense, *Arès, Défense et Sécurité*, n° Spécial.
- Fontanel, J., Smith, R., 1985. Analyse économique des dépenses militaires. *Stratégique*.
- Fontanel, J., Saraiva, J. (1986), Les industries d'armement comme vecteurs du développement économique des pays du Tiers-Monde, *Etudes Polémologiques*, n°30.
- Fontanel, J. (1987), *Le désarmement pour le développement*, Université des Sciences Sociales de Grenoble, Cahier des Sciences Economiques.
- Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1989), Les experts face aux armements, à la guerre, à la paix et au désarmement, *Arès Défense et Sécurité*, 1989/1, Course aux armements et désarmement, Volume XI.
- Galbraith, J.K. (1984), *La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann-Levy, Paris.
- Kennedy, G. (1983), *Defence economics*, The Gresham Press, London.
- Klein, L.R. (1990), Désarmement et développement, in *Science, guerre et paix*, (J.J. Salomon ed.), Economica, Paris.
- Klein, L.R., (1990) The Economics of turning Swords into Plowshares, *Challenge*, marc-avril.
- Lebovic, J.H. (1988), National Interests and United States Foreign Aid, *Journal of Peace Research*, Vol 25(2).
- Leontieff, W., Duchin, F. (1980), *Worldwide implications of a limitation on military spending*, UNO Report Expert Group « Disarmament for Development, New York.
- Martin, S., Smith, R., Fontanel, J. and de Haan, H., 1987. Time-series Estimates of the Macroeconomic Impact of Defence Spending in France and the UK. In *Peace, defence and economic analysis* (pp. 342-362). Palgrave Macmillan, London.
- Melman, S. (1974), *The Permanent War Economy*, Simon and Schuster, New York.
- ONU (1981), Etude des rapports entre désarmement et développement, A/36/35. NY.
- ONU (1983), Conséquences économiques et sociales de la course aux armements, Economica. Paris.
- ONU (1981-5), La réduction des dépenses militaires, Série 10, New York.
- Richardson, L.F. (1960), *Arms and insecurity*, Benwood.
- Schmidt, C., Blackhany, F. (1987) *The Economics of Military Expenditures*, Mac Millan, London.
- Silberner, E. (1957), *La guerre et la paix dans l'histoire des doctrines économiques*, Sirey, Paris.
- Smith, Ron, Anthony Humm, and Jacques Fontanel. "Capital labour substitution in defence provision." *Defence Security and Development* (1987)
- Tinbergen, J (1987), *World Peace Policy*, Defence and Economic Analysis, MacMillan.
- UNIDIR (1986), *Establishment of an International Disarmament Fund*, UNIDIR, Geneva, November.

